Questions de traduction

Le cas des textes juridiques grecs et français

Mania Tsitsa

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cediscor/486>

DOI : 10.4000/cediscor.486

ISBN : 2-87854-102-0

ISSN : 2108-6605

Éditeur

Presses Sorbonne Nouvelle

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1995

Pagination : 63-74

ISBN : 2-87854-102-0

ISSN : 1242-8345

Référence électronique

Mania Tsitsa, « Questions de traduction », *Les Carnets du Cediscor* [En ligne], 3 | 1995, mis en ligne le 17 août 2009, consulté le 12 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cediscor/486> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cediscor.486>

Ce document a été généré automatiquement le 12 septembre 2020.

Les carnets du Cediscor

Questions de traduction

Le cas des textes juridiques grecs et français

Mania Tsitsa

NOTE DE L'ÉDITEUR

Mania Tsitsa est professeur à l'université Aristote (Thessalonique, Grèce). Elle a été associée aux travaux du CEDISCOR de février à juillet 1992. Le présent article est une version remaniée de la communication présentée en Sorbonne lors du colloque « Parcours linguistiques de discours spécialisés » en septembre 1992, et qui n'a pu figurer dans les actes de ce colloque (voir Moirand et autres 1993).

- 1 Pour un cursus universitaire inséré dans les sciences auxiliaires du Droit, et qui a comme objectif de faire connaître aux étudiants grecs « *la culture savante* » française (Galisson 1991), la traduction des textes écrits s'est révélée la voie la plus efficace pour transmettre des connaissances.
- 2 Cette approche didactique, tant formelle que sémantique, de textes juridiques, tout autant que les réactions et les remarques des juristes hellénophones (Tsitsa 1983), tenus de lire, de comprendre et de traduire en grec des textes juridiques français, ont suscité les études qui vont être évoquées ici. Nous nous sommes en effet orientée vers une « *observation construite* » (Moirand 1992) des textes, en particulier ceux des Codes civils français et grec.

1. Discours du droit français

1.1. Le droit, discours « scientifique »

- 3 Une première observation concernant l'influence des systèmes de valeurs socio-culturelles sous-jacents à tout code juridique se réfère à l'interaction de ces deux « *communautés communicatives translangagières* » (Beacco 1992) : malgré les apparences, le droit français, après avoir subi, lui aussi, l'influence idéologique, directe ou indirecte,

du droit hellénique, est à l'origine¹ du droit grec moderne, parallèlement avec le droit allemand (voir les annexes I et II). Il est à souligner également que l'un et l'autre relèvent de la même catégorie, celle des droits continentaux.

- 4 Une seconde observation porte sur le fonctionnement des langues de spécialité – dont le droit. On attribue parfois à celles-ci, de même d'ailleurs qu'à la langue scientifique « générale », des traits qui seraient quasi-universaux (Sourieux et Lerat 1975, Spillner 1992). En opposant la langue scientifique « générale » à la langue courante, on mettrait ainsi en évidence des ensembles d'intentions et d'effets spécifiques correspondant aux fonctions sous-jacentes à la matérialité langagière de ces discours.
- 5 Un rapide inventaire des traits qui caractériseraient le plus souvent les divergences entre le discours scientifique « général » et le discours ordinaire peut alors être ainsi établi² :

Discours scientifique « général »	Discours ordinaire
précision	indétermination
univocité dénomminative	ambiguïté
économie linguistique	redondance
invariance situationnelle	multiplicité situationnelle
« simplicité » thématique	multiplicité thématique
niveau de langue « savant »	niveau de langue « quotidien »
neutralité	évaluation / appréciation

- 6 Pour le droit, une étude approfondie d'un corpus, aléatoire mais « filtrant », des textes de droit civil, a permis d'opposer la langue du législateur à celle du citoyen « non averti » ainsi qu'à celle du vulgarisateur-journaliste (analyse de la rubrique « Courrier juridique » de cinq hebdomadaires populaires³). Elle a abouti à l'identification de quelques traits caractéristiques du français juridique du Code civil, qui concernent le lexique, la grammaire, la syntaxe et les choix énonciatifs. Il s'agit d'une description qui s'appuie sur les marques renvoyant au cadre formel de l'énonciation mais aussi sur les fonctions manifestées par ces marques dans des textes comparables (Moirand 1992).

1.2. Caractéristiques linguistiques du Code civil français

- 7 Ces particularités du Code civil français sont :
 - en ce qui concerne le lexique :
 - un vocabulaire souvent polysémique⁴, actualisé sémantiquement par les contextes ;
 - en ce qui concerne les formes grammaticales privilégiées :
 - le passif ;
 - les verbes pronominaux de sens passif ;
 - les verbes et tournures impersonnels ;

- les participes présent et passé ;
 - les nominalisations ;
 - les déictiques (pronoms, articles définis, etc.) ;
 - l'emploi du futur quand il faut situer dans le temps des faits à venir⁵ ;
 - certaines prépositions simples ou composées (par exemple : *sur, en vertu de, en fonction de*, etc.) ;
 - *quand* (à valeur de condition) ;
 - en ce qui concerne les structures privilégiées :
 - la phrase prédicative ;
 - la phrase longue et complexe (tournures explicatives) ;
 - l'ordre inhabituel des mots dans la proposition ;
 - la concision et l'économie linguistique ;
 - en ce qui concerne l'énonciation :
 - les marques de l'impersonnel visant à garder la neutralité des actants et à éviter leur implication au niveau linguistique ;
 - la précision et « l'objectivité » ;
 - seule la modalité du « devoir » et de l'« obligation » est exprimée à l'aide de marques normatives (par exemple : les verbes *pouvoir, devoir, falloir*⁶) ;
 - les formules rituelles (pré-établies et répétitives) concernant références bibliographiques, jurisprudence, articles abrogés, etc.
- 8 On peut alors identifier un discours professoral, qui vise à instruire et à faire apprendre. Quant au texte de loi, il est, on s'en doute, pauvre en procédés rhétoriques et logiques qui sont le fait du raisonnement dialectique des discours argumentatifs.
- 9 Les traits inventoriés *supra* caractérisent également en grande partie le grec juridique du Code civil. Mais des raisons d'ordre socio-culturel inhérentes au grec expliquent les variabilités constatées entre le français et le grec juridiques.

2. Le grec du code civil

- 10 Il convient ici de rappeler un phénomène linguistique fondamental du grec : le grec actuel, appelé *dimotiki* et adopté comme langue officielle en vertu d'un décret de 1976 (enseignement) et d'un autre de 1983 (législation et justice), est issu de l'évolution diachronique de la langue grecque. La *dimotiki* (D) est venue remplacer complètement la langue soutenue des érudits d'autrefois, appelée *katharevousa* (K) et apparentée, en grande mesure, au grec ancien.
- 11 Sur le plan intra-lingual, la D se développe à l'intérieur du système du grec moderne. La D juridique se différencie beaucoup moins de la K que la D commune. Utilisée pour la traduction, elle est, très souvent, langue de deuxième degré puisqu'elle sert à traduire un énoncé rédigé en langue étrangère, mais traduit précédemment en K⁷. Sur le plan interlingual, la D s'avère une langue à part entière : sous l'impact de la communication, elle a construit comme les autres langues juridiques – et les autres langues de spécialité – une sémantique rigoureuse, un style élaboré, une grammaire structurée, une technicité et une spécificité, qui ont été mis à l'épreuve à plusieurs reprises, mais qui a subi les critiques des adeptes de la K.
- 12 Lorsqu'on observe les traits caractéristiques de la D et de la K, à savoir les éléments linguistiques qu'elles utilisent respectivement pour la formulation des actes

illocutionnaires, on constate que c'est la K qui se rapproche le plus du français juridique.

Katharevousa	Dimotiki
substantifs	verbes
participes	propositions relatives
infinitif	Ø ⁸
voix passive	voix active
génitif (dans les constructions verbales ou nominales)	accusatif
phrases longues	phrases courtes
hyperbate	ordre « naturel » des mots
subordination	coordination
participe absolu au génitif	Ø

- 13 Cette réalité intra-linguale du grec renvoie à une origine marquée culturellement par le français : la K fut modelée par les puristes grecs de formation française (hommes politiques, intellectuels, etc.) qui ont « transplanté » en grec des mots et des structures empruntés au français, langue de culture et de prestige en Grèce jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale⁸. Par exemple : *avoir lieu, faire la guerre, en tout cas* (traduits littéralement), *vitraux* (employé tel quel), etc. Cela implique comme conséquence que, au nom de l'« harmonisation⁹ » – y compris linguistique¹⁰ – prônée par l'Union Européenne, on admet en grec¹¹ des expressions agrammaticales, tels la formule pour dater un document ou le terme *politiques économiques* toujours employé au singulier en grec.

3. Code civil grec et code civil français

- 14 L'étude détaillée du corpus conduit aux conclusions suivantes. En ce qui concerne le *lexique*, on relève un certain nombre de variabilités. En particulier certains concepts français ne recouvrent pas complètement la charge sémantique des concepts grecs correspondants (par exemple : *actes de commerce* – *εμπορική πράξις*; *opérations* – *εργασία*; *denrées et marchandises* – *προϊόντα γηζ και τέχνης*, etc.) et vice-versa. Comme attendu, il existe aussi en français des termes ou des notions qui n'ont pas du tout d'équivalent en grec et vice-versa (par exemple : *juge de la mise en état, représentant/mandataire, fondé de pouvoir*, etc.). Dans les deux cas, il s'agit de références à des réalités des institutions ou des valeurs socio-culturelles qui ne sont pas présentes dans l'autre communauté.

- 15 On peut plus ou moins remédier à ces dissymétries en s'aidant (avec prudence) :
- des emprunts (mots non traductibles, mots employés à la place des mots grecs, mots « grécisés ») ;
 - des calques (traduction littérale de syntagmes ou de phrases aux dépens du grec : structures nominales, verbales, prépositionnelles et adverbiales) ;
 - des faux amis (dus à une ressemblance phonétique ou graphique, ou bien à une parenté étymologique) ;
 - des glissements de sens ;
 - des « rétrécissements » lexico-sémantiques ;
 - des néologismes (nouveaux termes ou sens nouveau) ;
 - des mots hybrides ;
 - des doublets¹² (origine grecque qui donne naissance à des mots plus « savants » ou qui permet des nuances sémantiques fines ; origine latine pour les mots courants) ;
 - d'hétérogénies (mots nés ou « renaissant » en Occident après avoir été employés en Grèce).
- 16 Une autre variabilité, d'ordre culturel également, concerne la technique de codification des deux codes civils : par exemple le fait que le Code civil grec comporte un titre et un résumé par article ou par groupe d'articles :

Code civil grec	Code civil français
1 ^{er} livre : Partie générale (principes généraux)	1 ^{er} livre : Des personnes (la famille)
2 ^e livre : Le droit des obligations	2 ^e livre : Des biens et des différentes modifications de la propriété (droit des choses)
3 ^e livre : Le droit des choses (réel)	3 ^e livre : Des différentes manières dont on acquiert la propriété (successions-obligations)
4 ^e livre : Le droit de la famille	
5 ^e livre : Le droit des successions	
• Le CCG est divisé en chapitres (une mention-tire pour un ou plusieurs articles)	• Le CCF est divisé en titres, parties, sections, paragraphes

- 17 Quant aux marques de l'énonciation, elles présentent des ressemblances en ce qui concerne :
- l'absence des pronoms personnels et adjectifs possessifs, en tant que marques de la personne ;

- l'emploi fréquent des déictiques (articles définis, adjectifs, pronoms, adverbes démonstratifs) et de certains autres adjectifs et/ou pronoms (par exemple *lequel*, *autrui*, etc.). Il faut mentionner à part l'adjectif *ledit*, appartenant à la langue juridique exclusivement comme anaphorique ; en grec il a les mêmes composants, mais il ne constitue pas un seul mot : *ὁ ἐν λόγῳ* ou bien *ὁ νόμος* en D. ;
 - les modalités exprimant des fonctions influençant le comportement de l'allocutaire (interrogation, intimation, assertion) et les modalités formelles énonçant les attitudes de l'énonciateur (hypothèse, discours rapporté, verbes modaux et verbes opérateurs, impersonnels et articulateurs exprimant une relation., appréciation, certitude/incertitude, concession, conclusion, conséquence, condition, restriction, opposition, but/intention, cause, temps, etc.).
- 18 Les exemples qui suivent pourraient illustrer la diversité et l'originalité de certaines variabilités. Ainsi, dans les énoncés 1. et 2., le futur et le passé composé seront traduits par le présent, exigé en grec, parce qu'il exprime, conformément à la rigueur juridique, une réalité incontestable ; dans l'énoncé 3., le grec préfère répéter le substantif¹³ ; dans l'énoncé 4., le grec préfère la conjonction *si* et met en scène une situation qui pourrait exister plutôt qu'un événement :
1. Le faux serment [...] *sera puni* 2. Les droits de l'homme [...] tels qu'ils *ont été définis* par la Déclaration [...] 3 En vertu de ces principes et de celui de la libre détermination [...] 4. *Quand* un époux acquiert un bien [...], la donation n'est que [...]
- 19 La grande diversité des prépositions du grec par rapport aux prépositions du français donne davantage de précision et de rigueur aux énoncés juridiques. Par exemple, dans les cas suivants où le français utilise *sur* et *dans* alors que le grec propose six prépositions différentes (*με, επί, για, εις, εντός, υπό*) :
5. *Sur* proposition du Gouvernement [...] [...] loi portant *sur* l'organisation [...] Le Parlement est réuni [...] *sur* un ordre du jour [...] [...] *dans* les cas prévus [...] [...] *dans* l'année qui [...] [...] *dans* les conditions suivantes [...]
- 20 Il faudrait enfin souligner l'absence des présentatifs de la langue grecque, cause de difficulté en cas de traduction. Ils sont traduits par une expression équivalente de *il s'agit de* ou bien par d'autres tournures beaucoup plus longues et plus complexes.
- 21 Les constatations précédentes, issues de la description du fonctionnement de deux systèmes linguistiques actualisés dans des textes de droit civil, permettent de tirer les conclusions suivantes : la traduction du français juridique en grec et du grec juridique en français est facilitée par les équivalences langagières qui rapprochent ces deux discours. Les variabilités rencontrées concernent surtout le lexique et pourraient être qualifiées d'inter-culturelles, puisqu'elles sont l'effet du conditionnement culturel est social de ces textes. La traduction littérale, simplifiée par le problème intra-lingual du grec, pourrait amener à la production de textes aussi artificiels qu'étranges. Pour l'éviter, la traduction nécessitera une part d'interprétation, fondée sur des connaissances extra-linguistiques, des données culturelles notamment (voir Lederer 1994).

ANNEXES

Annexe I : les sources des codes français

droit romain	Ancien Droit	
coutumes		
philosophie du XVIIIe s.		
droit naturel		
raison	Droit de la révolution	Code civil (1804)
liberté individuelle		Code de la Procédure civile (1806)
égalité		Code de Commerce (1807)
séparation des pouvoirs		Code d'Instruction criminelle (1809)
		Code Pénal (1810)
	Grandes ordonnances Royales	
	Droit canonique	
	Conceptions germaniques (pandectistes)	
	Législation après Codes	

Annexe II : évolution du droit grec

Durée	Caractéristiques	Codification
1. Période classique [IX s. av. J.-C. - 146 av. J.C.] Homère Romains en Grèce	<ul style="list-style-type: none"> •évolution naturelle •droit unique, autochtone, autonome, suffisant, inhérent •propagé par les conquêtes d'Alexandre le Grand 	
2. Période gréco-romaine [146 av. J.-C. - 565 apr. J.C.] occupation romaine deux siècles de Byzance	<p>droit grec</p> <p>solutions pratiques basées sur des principes philosophiques</p> <p>droit romain</p> <p>résultante des définitions empiriques des cas</p> <p>conflit / antinomie</p> <p>droit écrit (savant) droit coutumier (souple)</p> <p>•droit romain codifié par des juristes grecs</p> <p>•grande influence (imperceptible et latente) du droit grec</p>	Corpus Juris Civilis (langue romaine) Pandectes Novelles (langue grecque, droit grec)
3. Période byzantino-romaine [565 - 453] mort de Justinien prise de Constantinople		Basiliques (Les Pandectes) Nomocanon (Règles de droit) Hexabible (XIV ^e s) (valable jusqu'en 1946) – auteur : Armemopoulos (juge de Thessalonique)

Annexe II (suite)

Durée	Caractéristiques	Codification
4. Période de l'occupation turque [1453 - 1821] Révolution	<ul style="list-style-type: none"> • Privilèges : <ul style="list-style-type: none"> —> droits parallèles • Droit canonique (famille-succession) • Droit coutumier [droit turc] 	codifié - écrit (XVII ^e s.) [Mykonos, Syros, Naxos, Hydra, Epire, etc.]
5. Période grecque moderne [1821 - 1994] (1946 Code civil)	<ul style="list-style-type: none"> • Renouer avec la tradition nationale • S'adapter aux conditions actuelles • Compléter à l'aide des droits étrangers • Echecs pour des raisons politiques • Formation des juristes (influence française / allemande) • Von Maurer (formation française) • Projets <ul style="list-style-type: none"> — d'inspiration française (1874) — d'inspiration allemande et suisse (1930), — dernière commission (Venizelos) + l'Eglise (1930) • Droit en vigueur seulement pour les juridictions consulaires (1947) • effet rétroactif du C.C.G. 	<ul style="list-style-type: none"> • Anthologie criminelle (1824) (influence française) • Loi pénale de 1834 • Décret royal 23 /02/1835 (Hexabible + vieilles coutumes) • Ratification du Code de Commerce français (19/04/1835) (traduction officielle) • Lois françaises de justice militaire • Code civil ionien (1841) (influence française) • Code civil de Samos (1899) (influence française) • Code civil crétois (1904) (influence allemande) • Code civil hellénique <ul style="list-style-type: none"> — en vigueur (23 février 1946) — promulgué (10 mai 1946)

Annexe III

1. CODE DE COMMERCE : représentation schématique des équivalences linguistiques de l'article premier (code français-code grec)

(Sont) commerçants ceux qui / exercent / des actes de commerce #et# [en] font \leur\ {profession} <habituelle>.

Εμπόροι (είναι) όσοι /άσκούν/ εμπορικάς πράξεις

#και# [εξ αυτών] σχηματίζουν το <σύνθετος> \αυτών\ {επάγγελμα}

(	)	_____	ceux	qui	/	/	des	=====	#	#
[	]		\	\	{	}	<	>		
_____	(	)	οσοι	/	/	=====				
#	#	[	]		το	\	\	{	}	< >

ANNEXE III (suite)

2. CODE CIVIL : termes encadrés prouvant que l'art. 2280 (code français) est sémantiquement à l'origine de l'art. 1039 (code grec)

Art. 2280. Si le (**possesseur**) actuel de la {**chose volée**} ou <**perdu**> l'a achetée dans une **foire** ou dans un /**marché**/, ou dans une [**vente publique**], ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire originaire ne peut se la faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté.

Άρθρο 1039. Αν πρόκειται για χρήματα ή ανώνυμους τίτλους, η μεταβίβαση από μη κύριο σε εκείνον που αποκτά καλόπιστα επέρχεται και αν ακόμη αυτά είχαν ξεφύγει από τη (νομή του κυρίου) με {κλοπή} ή με <αυτολίσια>. Το ίδιο ισχύει και όταν πρόκειται για άλλα κινητά πράγματα που εκποιούνται σε [δημόσιο πλειστηριασμό] ή σε εμπροσπονήγηση ή αγορά/.

NOTES

1. En voici deux exemples très éloquents :

a) Le Code de commerce grec, toujours en vigueur, est la traduction officielle du Code de commerce français, faite en 1935. Pourtant, tous deux sont actuellement méconnaissables, à

cause des modifications considérables survenues en fonction de l'évolution des droits nationaux respectifs (voir annexe III).

b) Un arrêt d'une cour d'appel de 1948 et un autre de 1976 se réfèrent expressément à l'article 2280 du Code civil français, source d'inspiration de l'article 1039 du Code civil grec, sur lequel s'est fondé le jugement de 1er degré (voir annexe III).

2. Cette vision des choses est quelque peu remise en cause par des travaux récents qui montrent par exemple la subjectivité inscrite par les chercheurs dans leurs discours (voir Mortureux 1991 et Moirand ici-même) et qui amènent à repérer plusieurs discours scientifiques (discours de recherche, discours scientifique didactique, discours scientifique politique, etc.). Sans doute faudrait-il distinguer entre un discours juridique de recherche et les textes techniques ou les textes de loi, qui sont seuls pris en compte ici [note des éditeurs].

3. *Confidences, Nous deux. Intimité du foyer. Modes de Paris, Femmes d'aujourd'hui.*

4. Cette polysémie est constatée tant dans le vocabulaire juridique emprunté largement au vocabulaire courant (par exemple : *l'immeuble, l'assiette*, etc.) que dans les termes utilisés par plusieurs branches du droit (par exemple : *conclusions* en procédure pénale et en droit civil).

5. Le présent de la « vérité absolue » de la loi est remplacé par le futur qui situe dans l'avenir (par exemple : art. 1449 « ... le mari versera sa contribution entre les mains de celle-ci, laquelle assurera désormais... le règlement de toutes les charges du mariage » ; art. 1497 « ... 1° que la communauté comprendra..., 5° que les époux auront »...

6. Toute modalité impliquant les sentiments, la volonté etc. de la personne est absente.

7. En ce qui concerne les codes qui ont subi une traduction interne, c'est la version en K qui fait foi en cas de doute, conformément à la loi.

8. Pourtant, il en reste quelques uns, peu nombreux, dans certaines expressions devenues figées, comme par exemple *δικαίωμα του επιλέγειν* = droit d'élire.

9. Cette ressemblance « dirigée » annonce-t-elle un éventuel appauvrissement des langues communautaires qui entraînerait des conséquences culturelles au plan national ?

10. Il faut rappeler que le français est une langue de travail privilégiée parmi les autres langues de l'Union Européenne.

11. Cette tolérance est valable pour toutes les langues.

12. Mais il y a quelques surprises, tel le chassé-croisé suivant :

en français « super » = trop = *υπέζ* en grec

en français « hyper » = excessif = *σουπεζ* en grec.

13. Mais il devient de plus en plus fréquent d'imiter l'expression française.

RÉSUMÉS

L'observation construite de la contrastivité discursive d'un genre de textes scientifiques (celui de codes de droit, français et grec) permet de conclure que les variabilités langagières, non imputables au référent ni aux systèmes linguistiques différents, trouvent leur origine dans les systèmes de valeurs socio-culturelles différents.

The contrastive analysis from a discourse perspective of a particular genre of scientific texts (French and Greek Law) leads to the conclusion that differences in discourse use that cannot be ascribed to the referent or to linguistic contrasts must be explained by differing sets of socio-cultural values.

INDEX

Mots-clés : droit, traduction, valeur socio-culturelle, variabilité

Keywords : law, socioculturel value, translation, variability